**Zeitschrift:** Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

**Herausgeber:** Alliance nationale de sociétés féminines suisses

**Band:** 6 (1918)

**Heft:** 66

**Buchbesprechung:** Notre bibliothèque

**Autor:** M.E.

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 14.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

à Lausanne se vit mettre à l'interdit pour avoir accepté des *typotes* (1873). Trois ans plus tard, un conflit du même ordre éclatait à Zurich, un patron imprimeur ayant remplacé ses ouvriers en grève par des femmes. Concurrence des bas salaires, offerts par le patron qui y gagnait, acceptés par les ouvrières qui ne comprenaient nullement la notion de solidarité, protestation des ouvriers, élimination des femmes... c'est une des histoires que nous voyons se réaliser tous les jours et que nous verrons tant que ni hommes, ni femmes, n'auront appris (et en 40 ans, ils en auraient eu le temps!) que c'est bien l'inégalité des salaires qui est un élément de concurrence déloyale entre travailleurs, et non le salaire égal pour le travail égal.[1] C'est ce que n'ont pas appris davantage les législateurs en fixant les traitements des maîtres et maîtresses d'école, et la *Solidarité* eut souvent l'occasion, comme nous actuellement, de manifester sa réprobation à cet égard! A Lausanne, en 1873, les maîtres d'écoles secondaires étaient payés à raison de 100 fr. par an pour une heure de leçon par semaine, et les maîtresses, pour le même travail et sur la même base, 30 fr. par an! Le Comité local demanda modestement une hausse de 20 fr. par an et par heure de leçon pour les maîtresses, ce qui portait le traitement de celles-ci exactement à la moitié de celui de leurs collègues masculins, tandis que les institutrices bernoises, plus hardies, demandaient carrément par pétition l'égalité de traitement. Enfin, il est extrêmement intéressant de le relever, une des questions qui, au début, revient constamment dans les rapports et les bulletins de la *Solidarité*, c'est celle de l'admission des femmes sur le même pied que les hommes dans les caisses mutuelles contre la maladie. L'idée en fut émise à la première Assemblée générale (1873) et après un échange de vues où nous retrouvons l'énumération de toutes les objections que la Commission pour l'Assurance maternelle de l'Alliance entendit formuler 30 ans plus tard, les Comités locaux furent chargés d'étudier cette question, et de faire un rapport au Comité Central. Celui qui réussit le mieux dans cette tâche fut le Comité vaudois, qui obtint un vote à l'unanimité du Comité Central de la Société vaudoise de Secours mutuels pour proposer à ses Sections l'admission pure et simple des femmes au même titre que les hommes.

* * *

Après huit ans d'existence et un labeur dont les pages qui précèdent ne peuvent que donner une faible idée, la *Solidarité* vota le 20 septembre 1880 sa dissolution. La proposition émanait de Mme Gœgg elle-même, mais elle était soutenue par tout le Comité Central.

« Mon idée, écrivait la présidente, est que notre Solidarité a fini sa tâche, et qu'elle n'a plus de raison d'être... Les motifs sur lesquels j'appuie ma proposition sont des plus heureux pour notre cause, et nous ne pouvons que nous en féliciter. Ils reposent sur les immenses progrès (?? *Réd.*) faits depuis quelque temps, ces derniers six mois spécialement, par la question du droit de la femme, progrès qui font clairement ressortir que l'action forcément restreinte de notre *Solidarité* n'est plus à la hauteur du mouvement national qui se manifeste actuellement dans plusieurs pays... Notre retraite ne sera ni un recul ni une défection; nous ne quitterons un terrain que pour recommencer le travail sur un autre. Ce n'est pas lorsqu'on entrevoit la victoire que l'on renonce au combat. »

Nous sera-t-il permis de dire qu'à notre avis ces raisons militaient au contraire pour la poursuite du travail entrepris? Tant de chemin restait à parcourir, tant de progrès à réaliser! Et le fait que la cause de l'émancipation féminine commençait à réunir de plus nombreux adeptes n'était-il pas un encouragement à la persévérance? Que l'on refondît la *Solidarité* sur d'autres bases s'il était nécessaire, qu'on l'adaptât mieux aux besoins nouveaux, d'ordre plus essentiellement national, qui commençaient à se faire sentir, mais qu'on ne laissât pas de gaîté de cœur tomber son effort, alors que rien n'était prêt, que rien ne pouvait reprendre et continuer son œuvre. Chez nous en Suisse, notamment, il fallut attendre onze ans avant que se fondât l'Union des Femmes de Genève, au programme beaucoup moins nettement féministe, seize ans avant que celle de Lausanne se fondât à son tour, dix-neuf ans avant que ces deux Sociétés, avec celles de Berne et de Zurich créent l'Alliance de Sociétés féminines suisses. Presqu'un quart de siècle avant que les intérêts féminins fussent repris en main dans notre pays! Quelle perte pour nous que ce temps d'arrêt!

Malgré cette réserve, c'est sur un sentiment de gratitude qu'il convient de clore cette étude. Gratitude envers Mme Goegg, l'initiatrice et l'âme du mouvement, si souvent méconnue, âprement discutée et critiquée, mais aussi envers ses collaboratrices, et plus spécialement pour la Suisse, MMmes May de Rued de Berne, Hunziker-Champrenaud d'Aarau, Dumas-Boisot de Lausanne (avec laquelle d'ailleurs les rapports de la *Solidarité* finirent assez mal!) Gries-Traut et Mlle de Thilo de Zurich... Que l'on songe aux difficultés de toute sorte qu'eurent à surmonter ces devancières, qui firent si vaillamment flotter notre drapeau! Difficultés extérieures dont on se doute; difficultés intérieures que nous ne soupçonnons peut-être pas suffisamment. Car ces femmes avaient tout à apprendre de ce que nous savons maintenant, et ce qui nous paraît, à nous, besogne élémentaire, diriger un Comité, participer à une discussion, faire une démarche officielle, signer une enquête de notre nom... était pour elles — sauf peut-être pour Mme Goegg — source de tourments et d'angoisses. Combien de fois ne mentionne-t-on pas à l'Assemblée « la lettre d'une adhérente qui préfère ne pas être nommée » ou le refus d'accepter une candidature au Comité « d'un membre, pour raison de famille que l'on comprend »? Et à la toute première Assemblée générale de l'Association internationale se produit un fait touchant; la vice-présidente demande la parole pour une communication, mais étranglée par l'émotion, elle passe son papier à son mari qui en fait à sa place la lecture! Il faut songer à la timidité, à l'inexpérience que ces femmes durent vaincre pour l'amour de leurs idées, à la discipline qu'elles durent s'imposer, aux efforts de volonté qu'elles durent accomplir. Et il faut en retirer, comme de leur foi en leur cause, de leur courage moral à la défendre dans les milieux les plus hostiles, une grande leçon. E. Gd.

[1] Et cependant un Congrès ouvrier, réuni à Olten le 1er juin 1873 avait voté déjà une résolution en faveur de l'égalité des salaires masculins et féminins.

## NOTRE BIBLIOTHÈQUE

*L'Institut J.-J. Rousseau, de 1912 à 1917.* Genève, Kündig, 1918.

M. P. Bovet, le directeur-fondateur de cette haute Ecole des sciences de l'éducation, résume en une plaquette de grand intérêt l'activité et les buts de l'institution de Genève. En tant qu'école, l'Institut donne une solide préparation psychopédagogique; les maîtres, fidèles à l'*Arbeitsprinzip*, font constamment appel à l'activité propre et à l'initiative des élèves. Les internes, après deux ou quatre semestres, reçoivent des certificats ou diplômes d'ordres différents: 1. *Education des petits;* 2. *Direction d'écoles;* 3. *Pédologie;* 4. *Protection de l'enfance.* Ne pouvant citer ici les cours et conférences remarquables, bornons-nous à souligner les grandes innovations pratiques de l'Ecole: la « Maison des petits », la « Classe d'entraînement », la « Consultation médico-pédagogique ». Comme centre de recherches, grâce à son précieux périodique l'*Intermédiaire des Edu-*

*cateurs* [1], comme centre d'informations par son bureau de renseignements et ses missions techniques, centre de propagande (cours du soir, cours de vacances) et sa belle *Collection des actualités pédagogiques* [2], l'Institut a répondu, et au delà, à l'attente des spécialistes; il étendra son activité, créant des filiales ou par la consultation d'orientation professionnelle, la préparation de maîtres pour classes d'anormaux, écoles nouvelles, enseignement secondaire, etc. Sa réputation universelle n'a pas cessé de croître pendant la guerre; il devrait être mieux connu en Suisse. Celui qui a le privilège d'y vivre, ne fût-ce que peu de temps, vous dira quelle révélation est pour lui ce rayonnement vivifiant; son enseignement, son travail scientifique en sont renouvelés: la pédagogie devient pour lui un sacerdoce.

M. E.

---

# *Ce que disent les journaux féministes.*

Dans les derniers numéros de l'année 1917, le journal féministe *The Common Cause* a publié une série d'articles détaillés sur de nouvelles professions que les femmes semblent spécialement aptes à exercer. Citons la chimie industrielle, la mécanique dentaire ou prothèse, l'optique, les emplois de régisseur, de visiteuse des pauvres, d'administratrice d'œuvres philanthropiques, d'agente de police, de conductrice d'automobile. D'autres articles suivront, ayant trait aux vocations d'ingénieur, d'architecte, etc. *(The Common Cause.)*

Au commencement de la guerre, il a été souvent question du gaspillage qui régnait dans l'armée anglaise. Si l'on a pu, dans une grande mesure, remédier à cet inconvénient, le mérite en revient surtout aux femmes. Elles se sont efforcées de procurer une meilleure préparation aux soldats-cuisiniers, et ont introduit plus d'économie dans les cuisines des camps où elles ont réussi à pénétrer. Par leurs soins, les vêtements ramassés sur les champs de bataille sont remis en état de servir. 300 femmes sont employées à Londres dans un atelier destiné à réparer les chaussures des soldats, et s'y consacrent avec une ardeur jusqu'ici inconnue dans ce métier.

*(The Common Cause.)*

En novembre dernier, la Fédération nationale des ouvrières anglaises a voté à une énorme majorité son affiliation au Labour Party, ce qui lui donnera le droit de présenter un candidat spécial à la députation. C'est la première fois qu'un vote de ce genre se produit dans un syndicat composé uniquement de femmes. Il prouve combien s'est développé parmi celles-ci l'intérêt pour la vie politique.

*(The Common Cause.)*

Un million et demi de femmes anglaises s'est joint au nombre de celles qui gagnaient leur vie avant la guerre. L'accroissement s'est produit surtout dans les branches du commerce et de la banque, où 324.000 femmes ont augmenté les rangs déjà fort nombreux des employées d'avant la guerre. Les divers services civils, en particulier celui des postes, ont aussi fait largement appel à leur concours. Il en est de même dans les industries, spécialement dans la métallurgie et la fabrication des produits chimiques. *(The Common Cause.)*

Pour la fin de l'année 1917, le War Office a réclamé les services de 40.000 femmes, non seulement dans les bureaux, casernes, etc., mais pour des travaux d'imprimerie, de vernissage et de vulcanisation nécessaires aux services de l'armée. *(The Common Cause.)*

Le mouvement suffragiste anglais a fait une perte très sensible dans la personne de la doctoresse Elsie Inglis, qui est morte à son retour, d'une maladie contractée en Russie. Dès le début de la guerre, elle avait abandonné sa nombreuse clientèle d'Edimbourg et conçu le projet de la fondation des Hôpitaux des Femmes écossaises. Le gouvernement anglais ayant refusé leurs services, ces ambulances se mirent à la disposition des Alliés. Dr Inglis a lutté en Serbie contre la terrible épidémie de typhus de 1915 et persisté jusqu'au bout à se dévouer pour ce malheureux pays. Elle était repartie en août dernier, après être rentrée d'une dure captivité en Autriche, et avait travaillé avec ses collaboratrices dans la Russie méridionale. C'est là qu'elle tomba malade. Elle a suivi avec la même abnégation chaleureuse la cause du suffrage dont elle a encore pu voir s'approcher la victoire. Sa disparition a donné une nouvelle impulsion à son œuvre de guerre, et les Hôpitaux des Femmes écossaises continuent à exercer leur mission bienfaisante dans les pays belligérants. Aux funérailles de la doctoresse Inglis ont participé beaucoup de notabilités politiques, et tous les chefs suffragistes; mais ce qu'il y eut de plus émouvant, ce furent les témoignages des Serbes, qui se sont associés de façon touchante au deuil provoqué par la mort de leur bienfaitrice.

*(The Common Cause.)*

Le monde féministe anglais se préoccupe vivement de la question du *Mother's Endowment* (pensions pour mères de famille). Les difficultés croissantes de la vie matérielle compliquent l'existence de beaucoup de mères de famille; obligées de subvenir à peu près seules aux besoins de leurs enfants, elles doivent se livrer à un travail ininterrompu, qui détruit pour ainsi dire le foyer domestique. Au désir de leur venir en aide se joint le souci de la repopulation, menacé par l'alimentation toujours plus insuffisante et par le recul de la natalité.

Les remèdes proposés dans la presse féministe sont très divers et parfois contradictoires. D'aucuns, animés d'un égalitarisme absolu, réclament pour toute mère de famille, pour l'épouse d'un duc et pair comme pour la misérable créature des « slums » londoniens — une « dot » à la naissance de chaque enfant. D'autres, qui se méfient des soins maternels et de l'éducation familiale, voudraient qu'au sortir des « maternités », les bébés fussent placés dans des crèches, d'où ils passeraient dans des internats scolaires et des écoles d'apprentissage, qui les prépareraient à gagner leur vie dans les meilleures conditions. L'abolition de la vie domestique et des influences du home ne paraît pas gêner autrement les auteurs de ce projet, qui n'a certes aucune chance de prévaloir dans un pays aussi épris de liberté individuelle. Des esprits plus pondérés désirent cependant une ingérence discrète de l'Etat, qui accorderait des subventions pour les enfants pauvres, en en surveillant soigneusement l'emploi. Quelques-uns préconisent le système proposé en Amérique: on octroyerait aux veuves nécessiteuses une pension suffisante pour qu'elles puissent rester à la maison et s'occuper elles-mêmes de leurs enfants. Mais on est généralement d'accord pour trouver cet arrangement insuffisant. La discussion porte également sur le problème des assurances: celles que les époux contracteraient en se mariant pour alléger leurs charges à chaque accroissement de famille, et celles qui seraient attribuées par l'Etat à tout enfant qui vient au monde trouvent des défenseurs dans les rangs des féministes. Les débats sont loin d'être clos et peuvent encore réserver des surprises. Il y a là un symptôme évident de l'inquiétude grandissante qui obsède les esprits au sujet de l'avenir d'après-guerre.

* * *

On estime qu'il y a actuellement en Angleterre 800.000 femmes qui travaillent de plus qu'avant la guerre. 376.000 ont remplacé des hommes dans l'industrie privée; 139.000 sont occupées dans les usines, arsenaux, docks, etc., appartenant à l'Etat, 23.000 sont employées dans l'agriculture, et 52.000 dans les organisations de transports. *(The Woman Citizen.)*

En Autriche, on exigera prochainement, pour tous les mariages, un certificat médical, délivré aux deux fiancés.

*(Die Frauenfrage.)*

A Londres, la Congrégation de City Temple a demandé à Miss Maude Royden de lui accorder de façon régulière l'aide de son expérience et de son talent oratoire. « L'intuition et la clairvoyance féminines nous sont nécessaires », a dit le Dr Fort Newton dans le meeting, où la requête fut présentée à Miss Royden. Celle-ci a mis depuis longtemps au service de l'Eglise ses conseils et une activité inspirés par la plus grande élévation de caractère et une spiritualité remarquable. *(The Common Cause.)*

Les honneurs pleuvent sur Dr Anna Howard Shaw, la présidente honoraire de l'Association nationale américaine du Suffrage féminin, qui est aussi à la tête du Comité féminin du Conseil national de défense. Elle a été appelée à prononcer le « Sermon du Baccalauréat » au Grand Collège de Bryn Mawr, et la Temple University de Philadelphie lui a demandé d'adresser un discours aux « graduates ». La même Université lui a accordé le titre de docteur en droit. On peut sans aucun doute regarder ces témoignages de respect et d'admiration comme adressés au mouvement suffragiste, avec lequel Dr Shaw est tout à fait identifiée. *(The Woman Citizen.)*

---

[1] Prix 3 fr. l'an (1 fr. 50 pour instituteurs et institutrices).

[2] Le *Mouvement Féministe* rendit compte de tous les volumes parus, notamment de nos lectrices et collaboratrices Mlle Descœudres, Mme Artus, Mlle Evard.